

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3566

[2004/202781]

3 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes, notamment les articles 5, alinéa 2, 6, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, 8, alinéas 5 et 6, 10, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, 12, 13, § 2, alinéa 1^{er}, 14, alinéa 3, 16, § 2, 17, alinéa 2, 21 et 22;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 mars 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 avril 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées en dernier lieu par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1^o réseau : le réseau d'aide et de soins en assuétudes ;
- 2^o service : le service spécialisé en assuétudes;
- 3^o décret : le décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes;
- 4^o administration : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne;
- 5^o la zone : la zone de soins en assuétudes;
- 6^o la Commission : la Commission consultative en matière d'assuétudes.

CHAPITRE II. — Des zones de soins en assuétudes

Art. 3. Les zones de soins en assuétudes sont déterminées à l'annexe 1.

CHAPITRE III. — De l'agrément et de l'agrément provisoire des réseaux d'aide et de soins en assuétudes

Art. 4. § 1^{er}. La demande d'agrément ou d'agrément provisoire est introduite, sous pli recommandé à la poste, auprès de l'administration.

Dès que la demande est recevable, l'administration informe le Ministre de l'introduction de la demande et du contenu de celle-ci.

§ 2. Outre les informations requises par l'article 6 du décret, le dossier de demande comprend :

- 1^o la décision du comité de pilotage relative à l'introduction de la demande;
- 2^o l'attestation de chacun des membres qu'il respecte les dispositions de l'article 7, 3^o, a et b, du décret;
- 3^o la copie des éventuelles conventions établies avec les services visés à l'article 7, 5^o du décret;
- 4^o le cas échéant, la décision du comité de pilotage avalisant le programme quinquennal du ou des services spécialisés en assuétudes.

Art. 5. § 1^{er}. Dans les quinze jours de la réception de la demande, l'administration envoie un accusé de réception au demandeur.

§ 2. L'administration vérifie si la demande est complète et, au besoin, réclame au demandeur, dans le mois de la réception de la demande, les pièces ou informations manquantes.

Lorsque le dossier est complet, elle envoie sans délai au demandeur un courrier le lui signalant.

En même temps, elle envoie, pour publication au *Moniteur belge* et dans deux journaux diffusés dans la zone de soins concernée, un avis conforme au modèle fixé à l'annexe 2.

§ 3. Toute personne visée à l'article 7, 3^o, 2^e alinéa, du décret, qui n'est pas associée à la demande visée à l'article 4 et qui souhaite être membre du réseau, transmet une demande d'adhésion à celui-ci, dans le mois suivant la dernière publication des avis visés au § 2. Une copie de la demande est adressée à l'administration.

Elle joint à sa demande les éléments suivants :

1^o s'il s'agit d'une personne morale, ses statuts et les coordonnées de la personne qu'elle désigne pour la représenter; s'il s'agit d'une personne physique, ses coordonnées;

2^o la description des fonctions ou tâches qu'elle exerce au profit des bénéficiaires;

3^o l'attestation qu'elle respecte les dispositions de l'article 7, 3^o, a et b, du décret.

Si la personne visée à l'alinéa 1^{er} est un service souhaitant être agréé en qualité de service spécialisé en assuétudes, elle adresse en outre à l'administration, concomitamment à la demande d'adhésion, une demande d'agrément selon les modalités prévues à l'article 12.

Art. 6. § 1^{er}. Au terme du délai d'un mois visé à l'art. 5, § 3, alinéa 1^{er}, le réseau dispose d'une période de trois mois pour organiser la mise en place du réseau en concertation avec les personnes qui ont introduit une demande d'adhésion.

La procédure d'adhésion a pour objectif d'adapter, le cas échéant, le programme quinquennal du réseau et de le faire approuver, ainsi que le programme quinquennal du ou des services souhaitant être agréés en qualité de service spécialisé en assuétudes et qui ont introduit une demande d'adhésion, à la majorité des voix des membres présents ou représentés dans chacun des groupes du secteur public et du secteur privé, conformément à l'article 7, 2^o, du décret.

Le réseau communique à chaque membre ainsi qu'à chaque personne qui a sollicité son adhésion au réseau un compte-rendu des réunions organisées durant la procédure d'adhésion, à l'issue de chacune d'entre elles.

La convocation à la réunion d'approbation du programme quinquennal du réseau et, le cas échéant, du programme quinquennal du ou des services souhaitant être agréés en qualité de service spécialisé en assuétudes et qui ont introduit une demande d'adhésion, est envoyée par recommandé à la poste aux membres et aux personnes qui ont demandé l'adhésion au réseau.

§ 2. Au terme de la procédure d'adhésion, le réseau transmet à l'administration :

1^o la copie des procès-verbaux des réunions;

2^o le programme quinquennal du réseau approuvé par le comité de pilotage conformément au § 1^{er}, alinéa 2;

3^o le cas échéant, le programme quinquennal du ou des services souhaitant être agréés en qualité de service spécialisé en assuétudes et qui ont introduit une demande d'adhésion, accompagné de la décision du comité de pilotage avalisant ledit programme quinquennal conformément au § 1^{er}, alinéa 2;

4^o tout document établissant que les personnes qui ont introduit une demande d'adhésion et qui répondent aux conditions de l'article 7, 3^o, du décret sont intégrées dans le comité de pilotage du réseau.

Art. 7. L'administration transmet le dossier, accompagné du rapport de synthèse qu'elle rédige, à la Commission au plus tard dans les deux mois de la réception des documents visés à l'article 6, § 2.

Toutes les pièces du dossier sont tenues à la disposition des membres de la Commission, par le secrétariat de celle-ci.

La Commission envoie son avis au Ministre dans les deux mois de la transmission du dossier par l'administration.

Art. 8. Le Ministre statue sur la demande d'agrément ou d'agrément provisoire dans les deux mois de la réception de l'avis de la Commission.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste et publiée au *Moniteur belge*.

Art. 9. La demande de renouvellement de l'agrément provisoire est introduite, sous pli recommandé à la poste, auprès de l'administration trois mois au moins avant l'expiration de l'agrément provisoire en cours.

Elle contient :

1^o la décision du comité de pilotage relative à l'introduction de la demande de renouvellement de l'agrément provisoire;

2^o une note de synthèse relative aux évolutions intervenues au sein du réseau depuis la date d'octroi de l'agrément provisoire.

L'administration transmet la demande, accompagné du rapport de synthèse qu'elle rédige, à la Commission au plus tard dans le mois de la réception de la demande.

Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception de l'avis de la Commission.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 10. La demande de renouvellement de l'agrément est introduite, sous pli recommandé à la poste, auprès de l'administration six mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours.

Les articles 4 à 8 sont applicables à la demande de renouvellement.

Outre les informations visées à l'article 4, § 2, le réseau joint à sa demande une note de synthèse relative aux évolutions intervenues dans la zone de soins durant l'agrément à échoir ou échu.

Art. 11. Dans l'hypothèse où la demande de renouvellement de l'agrément ou de l'agrément provisoire a été introduite dans le délai requis, l'agrément ou l'agrément provisoire en cours restent valables jusqu'à la notification de la décision du Ministre.

CHAPITRE IV. — De l'agrément des services spécialisés en assuétudes

Art. 12. La demande d'agrément du service est introduite, sous pli recommandé à la poste, auprès de l'administration concomitamment à la demande du réseau dont il est membre, sans préjudice de l'article 5, § 3.

Dès que la demande est recevable, l'administration informe le Ministre de l'introduction de la demande et du contenu de celle-ci.

Art. 13. § 1^{er}. Dans les quinze jours de la réception de la demande, l'administration envoie un accusé de réception au demandeur.

§ 2. L'administration vérifie si la demande est complète et, au besoin, réclame au demandeur, dans le mois de la réception de la demande, les pièces ou informations manquantes.

Lorsque le dossier est complet, elle envoie sans délai au demandeur un courrier le lui signalant.

Art. 14. L'administration transmet le dossier de demande du service, accompagné du rapport de synthèse qu'elle rédige, à la Commission concomitamment à la transmission du dossier de demande d'agrément du réseau dont le service est membre.

La demande d'agrément du service est examinée conjointement à la demande d'agrément du réseau.

Toutes les pièces du dossier sont tenues à la disposition des membres de la Commission, par le secrétariat de celle-ci.

Art. 15. Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception de l'avis de la Commission.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 16. § 1^{er}. Le renouvellement d'agrément est demandé six mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours.

Les articles 12 à 15 sont applicables au renouvellement d'agrément.

Outre les informations visées à l'article 12, le service joint à sa demande une note de synthèse relative aux évolutions intervenues dans les activités menées durant l'agrément à échoir ou échu.

§ 2. Dans l'hypothèse où la demande de renouvellement a été introduite dans le délai indiqué au § 1^{er}, l'agrément en cours reste valable jusqu'à la notification de la décision du Ministre.

CHAPITRE V. — *De la suspension et du retrait de l'agrément et de l'agrément provisoire*

Art. 17. Lorsque l'administration formule une proposition de suspension ou de retrait d'agrément ou d'agrément provisoire, elle la notifie au pouvoir organisateur du réseau ou du service, par lettre recommandée à la poste.

La proposition indique les motifs la justifiant.

Si la proposition concerne le réseau, l'administration en informe conjointement tous les membres, par lettre recommandée à la poste.

Le réseau ou le service dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de la notification de la proposition pour adresser leurs observations écrites à l'administration.

Dans le mois de la réception des observations ou de l'écoulement du délai visés à l'alinéa 3, l'administration convoque, par lettre recommandée à la poste, le pouvoir organisateur aux fins d'être entendu.

La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

L'administration rédige le procès-verbal de l'audition et complète le dossier de tout élément pertinent. Dans les quinze jours de l'audition, elle les transmet, pour avis, à la Commission.

Le dossier complet est accessible aux représentants du réseau ou du service pendant toute la procédure de suspension ou de retrait.

Art. 18. La Commission transmet son avis au Ministre dans les deux mois de la réception de la proposition de suspension ou de retrait de l'agrément ou de l'agrément provisoire.

Art. 19. La décision de suspension ou de retrait d'agrément ou d'agrément provisoire est notifiée au réseau et à chaque de ses membres ou au service par lettre recommandée à la poste.

CHAPITRE VI. — *Des recours*

Art. 20. Le recours contre une décision d'octroi, de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément ou de l'agrément provisoire est introduit, par lettre recommandée à la poste, auprès du Ministre dans le mois suivant la notification de la décision attaquée.

Le recours contient :

1° les nom, qualité, domicile ou siège de la partie requérante;

2° l'objet du recours et un exposé des faits et moyens;

3° une copie de la décision querellée.

Art. 21. Le Gouvernement statue dans les trois mois de la réception du recours.

La décision est notifiée par lettre recommandée à la poste.

CHAPITRE VII. — *Du programme quinquennal*

Art. 22. § 1^{er}. Le programme quinquennal du réseau contient au moins :

1° la description de l'offre de soins et de services existants et la répartition des fonctions sur la zone permettant de répondre aux missions telles que définies à l'article 3, § 1^{er}, du décret ou à certaines d'entre elles en cas d'agrément provisoire conformément à l'article 8, alinéa 3, du décret;

2° la définition des objectifs du réseau, leur planification et les méthodologies de mise en œuvre;

3° les modalités d'organisation de la concertation entre les différents membres;

4° les collaborations éventuelles à mettre en œuvre avec des services extérieurs à la zone;

5° les perspectives de mise en place éventuelle de nouveaux services permettant de compléter le dispositif existant;

6° un projet de budget global sur cinq ans reprenant les financements demandés par le réseau lui-même et par chacun de ses membres. Le projet de budget est accompagné d'une présentation des projets et des budgets prévisionnels relatifs aux demandes de financements précitées.

§ 2. Toute modification en cours d'agrément du programme quinquennal est approuvée par le Ministre après avis de la Commission.

Art. 23. § 1^{er}. Le programme quinquennal du service contient au moins :

1° la description des fonctions assurées par le service;

2° la définition des objectifs du service, leur planification et les méthodologies de mise en œuvre;

3° les fonctions supplémentaires éventuelles à développer pour compléter le dispositif du réseau dont il est membre;

4° un projet de budget global sur cinq ans reprenant le financement demandé par le service.

§ 2. Toute modification en cours d'agrément du programme quinquennal est approuvée par le Ministre après avis de la Commission.

CHAPITRE VIII. — *Du coordinateur*

Art. 24. Le coordinateur du réseau dispose d'un titre de l'enseignement supérieur universitaire ou d'un diplôme délivré par l'enseignement supérieur non universitaire.

Art. 25. Le comité de pilotage ou, lorsque le réseau est constitué sous la forme d'une association telle que visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ou sous la forme d'une association sans but lucratif, le conseil d'administration du réseau définit, sur la base du programme quinquennal, la fonction du coordinateur, le statut de la personne qui l'exerce et la durée hebdomadaire de ses prestations.

Il procède à son recrutement ou à sa désignation, qu'il notifie, ainsi que tout changement dans la composition du personnel du réseau, à l'administration, dans le mois de la décision.

CHAPITRE IX. — *De la concertation et des interventions cliniques*

Art. 26. La concertation du réseau porte au moins sur les éléments suivants :

- 1° la mise en œuvre du programme quinquennal;
- 2° l'identification et l'évaluation des besoins au sein de la zone;
- 3° l'identification et l'évaluation des ressources disponibles au sein de la zone et hors de celle-ci;
- 4° la diffusion de l'information parmi les membres en vue de favoriser la participation des acteurs du réseau et d'accroître les connaissances;
- 5° la planification des actions, des partenariats et des services en fonction des ressources et des besoins au sein de la zone;
- 6° l'évaluation des actions, des partenariats et des services en fonction des objectifs définis dans le programme quinquennal;
- 7° la négociation avec les autres réseaux, services ou institutions extérieures à la zone en vue d'actions cohérentes sur l'ensemble des zones;
- 8° l'établissement des projets de conventions avec des prestataires extérieurs au réseau, en ce compris les collaborations à établir conformément à l'article 15, 2°, du décret;
- 9° la mise en œuvre de la communication interne et externe au réseau;
- 10° l'organisation des modalités pratiques de recueil des données statistiques nécessaires à l'évaluation des besoins en matière d'assuétudes, conformément à l'article 15, 1°, du décret.

Chaque membre fournit tout élément utile à la réalisation des objectifs visés par la concertation.

Art. 27. Le coordinateur organise une réunion de concertation entre l'ensemble des membres du réseau au moins une fois par an.

Il peut également organiser des réunions de concertation entre membres du réseau à l'échelon local, en fonction de sous-secteurs déterminés par le réseau à l'intérieur de la zone.

Il convoque les membres par lettre à la poste au moins dix jours ouvrables avant la date de la réunion.

Un procès-verbal de chaque réunion est rédigé par le coordinateur et adressé à chacun des membres; il est approuvé à la réunion suivante.

Les documents relatifs aux convocations et les rapports sont tenus à la disposition de l'administration.

Art. 28. Le réseau détermine les modalités d'organisation des interventions cliniques et, notamment, les catégories de personnes qui peuvent y participer.

Les participants sont tenus au secret professionnel.

Le coordinateur veille à l'organisation pratique des réunions d'intervention et, si nécessaire, y participe.

Un rapport de chaque réunion est établi et tenu à disposition des participants. Il n'est accessible qu'à eux seuls.

CHAPITRE X. — *Des subventions*

Art. 29. La subvention visée à l'article 16, § 1^{er}, du décret est, par zone, composée :

- 1° d'un montant de 25.000 EUR destiné à couvrir les frais de coordination du réseau;
- 2° d'un montant, calculé comme suit, destiné à couvrir les frais de salaire et de fonctionnement liés aux autres activités du réseau et de ses membres conformément au plan quinquennal :
 - a) chaque zone a droit au minimum à une subvention forfaitaire par habitant dont le montant est décidé chaque année par le Gouvernement sur base d'un rapport établi par la Commission;
 - b) chaque service membre du réseau a droit au minimum à la subvention qui lui a été allouée par la Région wallonne en 2004, conformément à l'annexe 3.

Si la subvention visée au point 2°, a, est supérieure au montant total des subventions visées au point 2, b, l'affectation du surplus est décidée par le comité de pilotage. Dans le cas où le réseau est constitué sous la forme d'une association telle que visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ou sous la forme d'une association sans but lucratif, cette répartition est approuvée par le conseil d'administration. Le surplus est attribué prioritairement au maintien des activités menées par le réseau et ses membres; il peut ensuite être attribué à de nouvelles activités et/ou, le cas échéant, à des frais liés à la coordination du réseau.

Art. 30. § 1^{er}. La période de subvention se déroule du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Le comité de pilotage transmet à l'administration, avant le 31 janvier de la période de subvention, les modalités de répartition de la subvention visée à l'article 29.

La subvention est liquidée à concurrence de 85 % au plus tard le 1^{er} mars de chaque année.

Le solde est versé, avant le 1^{er} juin de l'année suivante, après contrôle de l'utilisation de la subvention.

Les montants alloués aux membres du réseau leur sont versés directement.

Art. 31. Pour les subventions visées à l'article 29, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

CHAPITRE XI. — *Du fonctionnement de la Commission consultative en matière d'assuétudes*

Art. 32. Il est constitué, au sein de la Commission, un bureau chargé de l'organisation et de la coordination des travaux.

Il prépare les réunions de la Commission, dresse l'ordre du jour et veille à la transmission des avis.

Il se compose du président, des deux vice-présidents et de deux membres choisis par la Commission.

Art. 33. La Commission ne peut émettre valablement d'avis qu'à la condition que la moitié des membres au moins soit présente.

Si le quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans les quinze jours qui suivent. Si le quorum n'est à nouveau pas atteint lors de cette séance, la Commission siège valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité, la voix du président de séance est prépondérante.

Art. 34. Les vice-présidents assurent à tour de rôle la présidence des séances en cas d'empêchement du président.

Art. 35. Aucun membre de la Commission, directement intéressé à une demande d'avis soumise à la Commission, ne peut prendre part au débat et au vote relatif à l'avis concernant cette demande.

Au cas où la réalité d'un intérêt direct dans le chef d'un ou plusieurs membre(s) est contestée, la Commission en délibère en présence de ce(s) membre(s).

Art. 36. La Commission rédige son règlement d'ordre intérieur, qu'elle soumet, pour approbation, au Gouvernement.

Art. 37. La participation aux séances de la Commission et du bureau, lorsqu'il se réunit à une autre date que l'assemblée plénière, donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

1° président : 20 €;

2° vice-présidents : 15 €;

3° membres : 12,50 €.

Art. 38. Les membres de la Commission bénéficient, pour les séances du bureau et de la Commission, lorsque celles-ci ne se déroulent pas le même jour, sur présentation d'une déclaration de créance, du remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions suivantes :

1° ceux qui utilisent les moyens de transport en commun sont remboursés de leurs frais sur la base des tarifs officiels et de la remise des pièces justificatives y afférentes. Si ces moyens de transport en commun comportent plusieurs classes, ils sont remboursés du déplacement en première classe;

2° ceux qui utilisent leur véhicule personnel ou leur bicyclette, ont droit à une indemnité kilométrique déterminée conformément aux règles applicables au fonctionnaires de la Région wallonne, à l'exception de la couverture des risques résultant de l'utilisation d'une voiture personnelle.

La Région wallonne n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'un véhicule personnel.

CHAPITRE XII. — *Des rapports d'activités*

Art. 39. Les rapports d'activités visés à l'article 18 du décret sont conformes aux modèles fixés en annexe.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 40. Le décret entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 41. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 42. Le Ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Annexe 1 - Détermination des zones de soins en assuétudes**Zone 01 Mouscron-Tournai - Ath**

Antoing, Ath, Belœil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Estaimpuis, Flobecq, Fransnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai.

Zone 02 La Louvière

Binche, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Enghien, Erquelinnes, Estinnes, La Louvière, Le Roeulx, Manage, Merbes-le-Château, Morlanwelz, Seneffe, Soignies.

Zone 03 Brabant

Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genappe, Grez-Doiceau, Hélecline, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo, Wavre.

Zone 04 Huy-Waremme

Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincet, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

Zone 05 Liège

Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.

Zone 06 Verviers

Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

Zone 07 Mons

Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, Lens, Mons, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain.

Zone 08 Charleroi

Aiseau-Prezles, Anderlues, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farciennes, Fleurus, Fontaine- l'Evêque, Gerpinnes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Les Bons Villers, Lobbes, Montignies-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Thuin, Walcourt.

Zone 09 Namur

Andenne, Assesse, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gembloux, Gesves, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettét, Namur, Ohey, Profondeville, Sambreville, Sombreffe.

Zone 10 Dinant

Anhée, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Gedinne, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Onhay, Rochefort, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

Zone 11 Philippeville

Beaumont, Cerfontaine, Chimay, Couvin, Doische, Froidchapelle, Momignies, Philippeville, Sivry-Rance, Viroinval.

Zone 12 Luxembourg

Arlon, Attert, Aubange, Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Etalle, Erezée, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Légglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Meix-devant-Virton, Messancy, Musson, Nassogne, Neufchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Sainte-Ode, Saint-Hubert, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 2. - Modèle de publication de l'avis visé à l'article 5, § 2, alinéa 3

En date du, un réseau d'aide et de soins en assuétudes a introduit une demande d'agrément auprès de la Région wallonne, en application du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes (*Moniteur belge* 31 décembre 2003).

Ce réseau couvre la zone :

Toute personne qui n'est pas associée à la demande et qui souhaite être membre du réseau peut transmettre sa demande d'adhésion à celui-ci, dans le mois de la publication du présent avis, accompagnée des éléments suivants :

1° s'il s'agit d'une personne morale, ses statuts et les coordonnées de la personne qu'elle désigne pour la représenter; s'il s'agit d'une personne physique, ses coordonnées;

2° la description des fonctions ou tâches qu'elle exerce au profit des bénéficiaires;

3° l'attestation qu'elle respecte les dispositions de l'article 7, 3°, a et b, du décret.

Si la personne visée à l'alinéa 1^{er} est un service souhaitant être agréé en qualité de service spécialisé en assuétudes, elle adresse à l'administration, concomitamment à la demande d'adhésion, une demande d'agrément conforme à l'article 10 du décret précité .

La demande doit être adressée au réseau dont les coordonnées sont les suivantes :

.....
.....

Une copie est adressée à l'administration auprès de laquelle toute information complémentaire peut être obtenue, à l'adresse suivante :

Ministère de la Région wallonne - Direction générale de l'Action sociale - Direction du Contrôle et de l'Inspection - Agréments - avenue Bovesse 100 - 5100 JAMBES - Tél. 081-32 72 11

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 3. - Liste des subventions facultatives prévues en 2004 pour les services spécialisés en assuétudes financés par la Région wallonne en matière d'action sociale et de santé

- Zone 1 : Tournai : 165.000
 - Citadelle : 100.000
 - CAAT Péruwelz : 48.000
 - Ville Lessines : 17.000
 Zone 2 : Centre : 80.820
 - Ellipse Carnières : 56.200
 - Symbiose : 24.620
 Zone 3 : 41.960
 - Plate-forme Santé mentale Brabant wallon : 37.000
 - Pélican : 4.960
 Zone 4 : Huy/Waremme : 0
 Zone 5 : Liège : 251.820
 - Flytox : 106.000
 - CPAS Grâce-Hollogne : 25.600
 - Praxis : 13.000
 - Revers : 91.920
 - Nadja : 15.320
 Zone 6 : Verviers : 0
 Zone 7 : Mons : 136.000
 - Concertation assuétudes : 60.000
 - Aria : 76.000
 Zone 8 : Charleroi : 53.295
 - Espérance : 4.600
 - Comptoir : 25.500
 - Unisson : 32.000
 - Trempline : 12.395
 Zone 9 : Namur : 139.000
 - Sésame : 75.000
 - Zéphyr : 64.000
 Zone 10 : Dinant : 31.000
 - Destination : 31.000
 Zone 11 : Philippeville : 42.160
 - Le répit : 42.160
 Zone 12 : Luxembourg : 56.200
 - Acto Lux : 51.000
 - Point Jeunes Luxembourg : 5.200
 Total : 997.255 Euros

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
 Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
 Th. DETIENNE

Annexe 4 - Modèle des rapports d'activités

A. Rapport qualitatif

- I. Pour le réseau d'aide et de soins et le service spécialisé en assuétudes :
1. Identification du réseau / service spécialisé en assuétudes;
 2. Modification(s) éventuellement intervenue(s) depuis l'agrément ou le dernier rapport d'activités dans la composition statutaire;
 3. Autres changements de nature administrative à signaler;
 4. Période visée par le rapport.
- II. Pour chacun des items définis ci-après pour le réseau et pour le service, il convient :
- d'identifier les problèmes rencontrés;
 - de déterminer les objectifs par rapport à ces problèmes;
 - d'analyser les problèmes traités;
 - de décrire les méthodes suivies en fonction des problèmes et des objectifs posés;
 - d'évaluer ces méthodes quant à leur efficacité et leur impact.

III. Pour le réseau, il s'agit de procéder à une évaluation de l'application du programme quinquennal, pour les items suivants :

1. Les nouveaux besoins d'aide et de soins en assuétudes ou les modifications intervenues dans leur analyse, au sein de la zone de soins couverte, en fonction de leur évolution depuis l'agrément;
2. Le développement de l'offre dans la zone en termes de répartition des tâches et de complémentarité entre elles, de planifications de celles-ci et de méthodologies;
3. La structuration des différentes fonctions :
 - 3.1. La fonction d'accueil et d'information;
 - 3.2. La fonction d'accompagnement;
 - 3.3. La fonction de soins;
 - 3.4. La fonction de réduction des risques;
4. L'organisation de la fonction de formation;
5. L'organisation des interventions cliniques;
6. Les relations avec les plates-formes de concertation en soins de santé mentale;
7. Les collaborations éventuelles avec des services extérieurs à la zone;
8. Le coordinateur.

Le rapport du réseau se clôture par les réflexions et les perspectives à venir.

IV. Pour le service spécialisé en assuétudes, il s'agit de procéder à une évaluation de l'application du programme quinquennal, pour les items suivants :

1. Le développement de l'offre dans la zone (public(s), objectif(s) opérationnel(s), moyen(s), planification, méthodologie(s));
2. Les modifications éventuellement apportées dans les fonctions existantes;
3. Les éventuelles fonctions supplémentaires développées;
4. Les collaborations extérieures au service.

Le rapport du service se clôture par les réflexions et les perspectives à venir.

Chaque service joint, en annexe au rapport d'activités, quelques exemples anonymisés de situations rencontrées et d'intervention

B. Rapport quantitatif

I. Pour le réseau d'aide et de soins et le service spécialisé en assuétudes :

1. Identification du réseau / service spécialisé en assuétudes;
2. Période visée par le rapport.

II. Pour le réseau, en plus des tableaux récapitulatifs des données fournies par les services spécialisés, il y a lieu d'indiquer, le cas échéant, selon le même schéma les activités réalisées en propre par le réseau ainsi que les données suivantes :

1. Nombre de formations organisées, selon le ou les public(s) visé(s);
2. Nombre de formations suivies par les travailleurs et identification de chacune d'entre elles;
3. Nombre d'interventions cliniques;
4. Tableau récapitulatif par fonction représentée au sein du réseau, reprenant le nombre de services d'interventions par catégorie (accueil et information, accompagnement, soins, réduction des risques, formation, intervention);
5. Tableau récapitulatif par fonction représentée au sein du réseau, reprenant le nombre de d'interventions par catégorie (accueil et information, accompagnement, soins, réduction des risques, formation, intervention);
6. Tableau récapitulatif du nombre de personnes suivies pour une ou plusieurs assuétudes réparties par sexe et tranches d'âge (accueil et information, accompagnement, soins, réduction des risques);
7. Tableau récapitulatif : nombre de réunions de concertation;
8. Tableau récapitulatif : principaux produits utilisés par les consultants avec mention du pourcentage, selon les tranches d'âge déjà définies et selon les sexes.

III. Pour le service :

1. Nombre d'activités réalisées au cours de l'exercice selon les fonctions;
2. Nombre de personnes suivies pour une ou plusieurs assuétudes durant la période (ou estimation du nombre pour la fonction de réduction des risques), réparties par sexe et selon les tranches d'âge suivantes : 0-10, 11-20, 21-30, etc;
3. Répartition par sexe et pas types d'assuétude(s);
4. Nombre (ou estimation du nombre pour la fonction de réduction des risques) de personnes non reprises au point 1 par catégories : conjoint, enfants, entourage en général, professionnels, autres (à préciser);
5. Principaux produits utilisés par les consultants avec mention du pourcentage, selon les tranches d'âge déjà définies et selon les sexes, en ce compris les poly-assuétudes;
6. Nombre de formations organisées, selon le ou les public(s) visé(s);
7. Nombre de formations suivies par les travailleurs et identification de chacune d'entre elles;
8. Nombre d'interventions cliniques et participation des travailleurs.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 3566

[2004/202781]

3 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen, inzonderheid op de artikelen 5, tweede lid, 6, § 1, tweede lid, en § 2, 8, vijfde en zesde lid, 10, § 1, tweede lid, en § 2, 12, 13, § 2, eerste lid, 14, derde lid, 16, § 2, 17, tweede lid, 21 en 22;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 maart 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 14 april 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° netwerk : hulp- en zorgverleningsnetwerk inzake verslavingen;

2° dienst : de dienst gespecialiseerd in verslavingen;

3° decreet : het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen;

4° administratie : het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° gebied : zorgverleningsgebied inzake verslavingen;

6° Commissie : de Adviescommissie inzake verslavingen.

HOOFDSTUK II. — *Zorgverleningsgebied inzake verslavingen*

Art. 3. De zorgverleningsgebieden inzake verslavingen worden opgesomd in bijlage 1.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning en tijdelijke erkenning van de hulp- en zorgverleningsnetwerken inzake verslavingen*

Art. 4. § 1. De aanvraag om erkenning of om tijdelijke erkenning wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de administratie gericht.

Zodra de aanvraag ontvankelijk is, geeft de administratie de Minister kennis van de indiening van de aanvraag en van de inhoud ervan.

§ 2. Naast de krachtens artikel 6 van het decreet vereiste gegevens bevat het aanvraagdossier :

1° de beslissing van het sturingscomité betreffende de indiening van de aanvraag;

2° het bewijs dat elk lid voldoet aan de bepalingen van artikel 7, 3°, a en b, van het decreet;

3° het afschrift van de eventuele overeenkomsten gesloten met de diensten bedoeld in artikel 7, 5°, van het decreet;

4° in voorkomend geval, de beslissing waarbij het sturingscomité het vijfjarenprogramma van de in verslavingen gespecialiseerde dienst(en) goedkeurt.

Art. 5. § 1. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag om erkenning stuurt de administratie een bericht van ontvangst naar de aanvrager.

§ 2. De administratie gaat na of de aanvraag volledig is en verzoekt de aanvrager desnoods om de ontbrekende stukken en gegevens binnen de maand na ontvangst van de aanvraag.

Als het dossier volledig is, wordt de aanvrager onmiddellijk per post verwittigd.

De administratie stuurt gelijktijdig een bericht voor bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en in twee dagbladen die in bedoeld zorgverleningsgebied verspreid worden. Het bericht is conform het model dat in bijlage 2 gaat.

§ 3. Elke persoon bedoeld in artikel 7, 3°, tweede lid, van het decreet die niet betrokken is bij de aanvraag bedoeld in artikel 4 en die wenst deel uit te maken van het netwerk, dient een aanvraag tot toetreding in binnen de maand na de laatste bekendmaking van de berichten bedoeld in § 2. Een afschrift van de aanvraag wordt aan de administratie gericht.

Hij laat de aanvraag vergezeld gaan van de volgende gegevens :

1° indien het gaat om een natuurlijke persoon, zijn statuten en de personalia van de persoon die hij aanwijst om hem te vertegenwoordigen; zijn gegevens indien het gaat om een rechtspersoon;

2° de beschrijving van de functies of taken die hij ten gunste van de rechthebbenden uitoefent;

3° het bewijs dat hij voldoet aan de bepalingen van artikel 7, 3°, a en b, van het decreet.

Als de persoon bedoeld in het eerste lid een dienst is die erkend wenst te worden als dienst gespecialiseerd in verslavingen, dient hij samen met de toetredingsaanvraag een aanvraag om erkenning bij de administratie in volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 12.

Art. 6. § 1. Na afloop van de termijn van één maand bedoeld in artikel 5, § 3, eerste lid, beschikt het netwerk over een periode van drie maanden om de aanleg van het netwerk te organiseren in overleg met de personen die een toetredingsaanvraag hebben ingediend.

De toetredingsprocedure dient om het vijfjarenprogramma van het netwerk alsook het vijfjarenprogramma van de dienst of diensten die wensen erkend te worden als dienst gespecialiseerd in verslavingen en die een toetredingsaanvraag hebben ingediend desgevallend bij te sturen en te laten goedkeuren bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden of van de leden vertegenwoordigd in elke groep van de openbare en privé-sector, overeenkomstig artikel 7, 2°, van het decreet.

Het netwerk bezorgt elk lid en elke persoon die zijn toetreding tot het netwerk heeft aangevraagd aan het einde van elke vergadering een verslag over de tijdens de toetredingsprocedure georganiseerde vergaderingen.

De oproeping voor de vergadering tot goedkeuring van het vijfjarenprogramma van het netwerk en, in voorkomend geval, van het vijfjarenprogramma van de dienst of diensten die wensen erkend te worden als dienst gespecialiseerd in verslavingen en die een toetredingsaanvraag hebben ingediend, wordt bij ter post aangetekend schrijven verstuurd naar de leden en naar de personen om toetreding tot het netwerk hebben verzocht.

§ 2. Aan het einde van de toetredingsprocedure bezorgt het netwerk de administratie :

1° een afschrift van de notulen van de vergaderingen;

2° het vijfjarenprogramma van het netwerk, goedgekeurd door het sturingscomité overeenkomstig § 1, tweede lid;

3° in voorkomend geval, het vijfjarenprogramma van de dienst (diensten) die wenst (wensen) erkend te worden als dienst gespecialiseerd in verslavingen en die een toetredingsaanvraag hebben ingediend, samen met de beslissing van het sturingscomité dat het vijfjarenprogramma goedkeurt overeenkomstig § 1, tweede lid;

4° elk document waarbij bewezen wordt dat de personen die een toetredingsaanvraag hebben ingediend en de voorwaarden van artikel 7, 3°, van het decreet vervullen, in het sturingscomité van het netwerk zijn opgenomen.

Art. 7. De administratie maakt het dossier samen met een door haar opgesteld syntheseverslag aan de Commissie over uiterlijk binnen twee maanden na ontvangst van de documenten bedoeld in artikel 6, § 2.

Alle stukken van het dossier worden door het secretariaat van de Commissie ter inzage gelegd van de commissieleden.

De Commissie geeft de Minister advies binnen twee maanden na overlegging van het dossier door de administratie.

Art. 8. De Minister beslist over de aanvraag om erkenning of om tijdelijke erkenning binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de Commissie.

De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 9. De aanvraag om hernieuwing van de tijdelijke erkenning wordt minstens drie maanden vóór de vervaldatum van de lopende tijdelijke erkenning bij ter post aangetekend schrijven aan de administratie gericht.

Ze bevat :

1° de beslissing van het sturingscomité in verband met de indiening van de aanvraag tot hernieuwing van de tijdelijke erkenning;

2° een synthesesnota betreffende de evoluties die zich binnen het netwerk hebben voorgedaan sinds de datum van toekenning van de tijdelijke erkenning.

De administratie maakt de aanvraag samen met een door haar opgesteld syntheseverslag aan de Commissie over uiterlijk binnen de maand na ontvangst van de aanvraag.

De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de Commissie.

De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 10. De aanvraag om hernieuwing van de erkenning wordt minstens zes maanden vóór de vervaldatum van de lopende erkenning bij ter post aangetekend schrijven aan de administratie gericht.

De artikelen 4 tot 8 zijn van toepassing op de aanvraag om hernieuwing.

Behalve de gegevens bedoeld in artikel 4, § 2, laat het netwerk zijn aanvraag vergezeld gaan van een synthesesnota betreffende de evoluties die zich in het zorgverleningsgebied hebben voorgedaan tijdens de lopende of vervallen erkenning.

Art. 11. Als de aanvraag om hernieuwing van de erkenning of tijdelijke erkenning binnen de voorgeschreven termijn is ingediend, blijft de lopende erkenning of tijdelijke erkenning geldig tot de kennisgeving van de beslissing van de Minister.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenning van de diensten gespecialiseerd in verslavingen*

Art. 12. De aanvraag om erkenning van de dienst wordt samen met de aanvraag van het netwerk waarvan hij lid is bij ter post aangetekend schrijven aan de administratie gericht, onverminderd artikel 5, § 3.

Zodra de aanvraag ontvankelijk is, geeft de administratie de Minister kennis van de indiening van de aanvraag en de inhoud ervan.

Art. 13. § 1. De administratie stuurt binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag om erkenning een bericht van ontvangst naar de aanvrager.

§ 2. De administratie gaat na of de aanvraag volledig is en verzoekt de aanvrager desnoods om de ontbrekende stukken en gegevens binnen de maand na ontvangst van de aanvraag.

Als het dossier volledig is, wordt de aanvrager onmiddellijk per post verwittigd.

Art. 14. De administratie maakt het aanvraagdossier van de dienst samen met een door haar opgesteld syntheseverslag gelijktijdig aan de Commissie over met de kennisgeving van het aanvraagdossier om erkenning van het netwerk waarvan de dienst lid is.

De aanvraag om erkenning van de dienst wordt samen met de aanvraag om erkenning van het netwerk onderzocht.

Alle stukken van het dossier worden door het secretariaat van de Commissie ter inzage gelegd van de commissieleden.

Art. 15. De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de Commissie.

De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 16. § 1. De hernieuwing van de erkenning wordt minstens zes maanden vóór de vervaldatum van de lopende erkenning aangevraagd.

De artikelen 12 tot 15 zijn toepasselijk op de hernieuwing van de erkenning.

Behalve de gegevens bedoeld in artikel 12, laat de dienst zijn aanvraag vergezeld gaan van een synthesesnota betreffende de evoluties die zich hebben voorgedaan in de activiteiten uitgevoerd tijdens de lopende of vervallen erkenning.

§ 2. Als de aanvraag om hernieuwing binnen de in § 1 bedoelde termijn wordt ingediend, blijft de lopende erkenning geldig tot de kennisgeving van de beslissing van de Minister.

HOOFDSTUK V. — *Schorsing of intrekking van de erkenning en de tijdelijke erkenning*

Art. 17. Als de administratie een voorstel tot schorsing of intrekking van de erkenning of tijdelijke erkenning formuleert, geeft ze de inrichtende macht van het netwerk of van de dienst kennis van dat voorstel bij ter post aangetekend schrijven.

Het voorstel bevat de motieven op grond waarvan ze gerechtvaardigd wordt.

Indien het voorstel het netwerk betreft, informeert de administratie elk lid tegelijkertijd bij ter post aangetekend schrijven.

Het netwerk of de dienst beschikt over een termijn van één maand om zijn geschreven opmerkingen aan de administratie te richten. Die termijn gaat in op de datum van ontvangst van de kennisgeving van het voorstel.

De administratie roept de inrichtende macht bij ter post aangetekend schrijven op voor verhoor binnen de maand na ontvangst van de opmerkingen of na afloop van de termijn bedoeld in het derde lid.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De administratie stelt de notulen van de hoorzitting op en vult het dossier aan met elk relevant gegeven. De notulen worden binnen vijftien dagen na de hoorzitting voor advies aan de Commissie overgemaakt.

Het volledige dossier ligt ter inzage van de vertegenwoordigers van het netwerk of van de dienst zolang de schorsings- of intrekkingprocedure loopt.

Art. 18. De Commissie geeft de Minister advies binnen twee maanden na ontvangst van het voorstel tot schorsing of intrekking van de erkenning of tijdelijke erkenning.

Art. 19. De beslissing tot schorsing of intrekking van de erkenning of tijdelijke erkenning wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het netwerk en aan elk van zijn leden of aan de dienst meegedeeld.

HOOFDSTUK VI. — *Beroepen*

Art. 20. Het beroep tegen een beslissing tot toekenning, weigering, schorsing of intrekking van de erkenning en de tijdelijke erkenning wordt binnen de maand na kennisgeving van de betwiste beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de Minister gericht.

Het beroep bevat :

- 1° de naam, de hoedanigheid, de woonplaats of zetel van de eisende partij;
- 2° het voorwerp van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;
- 3° een afschrift van de betwiste beslissing.

Art. 21. De Regering beslist binnen drie maanden na ontvangst van het beroep.

De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld.

HOOFDSTUK VII. — *Vijfjarenprogramma*

Art. 22. § 1. Het vijfjarenprogramma van het netwerk bevat hoe dan ook :

1° een omschrijving van het bestaande zorg- en dienstenaanbod en de spreiding van de functies over het gebied opdat voldaan zou kunnen worden aan de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet of aan sommige opdrachten in geval van tijdelijke erkenning overeenkomstig artikel 8, derde lid, van het decreet;

2° de bepaling van de doelstellingen van het netwerk, de planning ervan en de uitvoeringsmethodes;

3° de modaliteiten voor de organisatie van het overleg tussen de verschillende leden;

4° de samenwerkingen die eventueel tot stand gebracht moeten worden met de diensten buiten het gebied;

5° de vooruitzichten betreffende de eventuele oprichting van nieuwe diensten om de bestaande voorzieningen aan te vullen;

6° een globaal begrotingsontwerp over vijf jaar met de opgave van de financieringen die door het netwerk en door elk van zijn leden gevraagd worden. Het begrotingsontwerp gaat vergezeld van een voorstelling van de projecten en voorbetrokken betreffende bovenbedoelde financieringsverzoeken.

§ 2. Elke wijziging in het vijfjarenprogramma gedurende de looptijd van de erkenning wordt door de Minister goedgekeurd na advies van de Commissie.

Art. 23. § 1. Het vijfjarenprogramma van de dienst bevat hoe dan ook :

1° de omschrijving van de functies die de dienst waarneemt;

2° de bepaling van de doelstellingen van de dienst, de planning ervan en de uitvoeringsmethodes;

3° de eventueel te ontwikkelen bijkomende functies ter aanvulling van de voorzieningen van het netwerk waarvan hij lid is;

4° een globaal begrotingsontwerp over vijf jaar met de opgave van de financieringen die door de dienst gevraagd worden.

§ 2. Elke wijziging in het vijfjarenprogramma gedurende de looptijd van de erkenning wordt door de Minister goedgekeurd na advies van de Commissie.

HOOFDSTUK VIII. — *Coördinator*

Art. 24. De coördinator van het netwerk beschikt over een titel van het universitair hoger onderwijs of over een diploma van het niet-universitair hoger onderwijs.

Art. 25. Het sturingscomité, of de raad van bestuur van het netwerk als het netwerk opgericht is in de vorm van een vereniging zoals bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, bepaalt op grond van het vijfjarenprogramma de functie van de coördinator, het statuut van de persoon die die functie uitoefent en de wekelijkse duur van zijn prestaties.

Het staat in voor zijn werving of aanwijzing, waarvan het de administratie binnen de maand van de beslissing kennis geeft, alsook van elke wijziging in de samenstelling van het personeel van het netwerk.

HOOFDSTUK IX. — *Overleg en klinische intervisies*

Art. 26. Het netwerkoverleg betreft hoe dan ook de volgende gegevens :

- 1° de tenuitvoerlegging van het vijfjarenprogramma;
 - 2° de identificatie en de evaluatie van de behoeften binnen het gebied;
 - 3° de identificatie en de evaluatie van de beschikbare middelen binnen en buiten het gebied;
 - 4° de verspreiding van de informatie onder de leden om de inspraak van de netwerkactoren te bevorderen en de kennis te verhogen;
 - 5° de planning van de acties, partnerschappen en diensten naar gelang van de middelen en behoeften binnen het gebied;
 - 6° de evaluatie van de acties, partnerschappen en diensten op grond van de doelstellingen bepaald in het vijfjarenprogramma;
 - 7° de onderhandeling met de andere netwerken, diensten of met de instellingen buiten het gebied om samenhangende acties te kunnen voeren over de verschillende gebieden;
 - 8° het vastleggen van ontwerpen van overeenkomsten met dienstverleners buiten het netwerk, met inbegrip van samenwerkingen die vast te leggen zijn overeenkomstig artikel 15, 2°, van het decreet;
 - 9° de tenuitvoerlegging van de communicatie binnen en buiten het gebied;
 - 10° de organisatie van de praktische modaliteiten voor het inzamelen van de statistische gegevens die nodig zijn voor de evaluatie van de behoeften inzake verslavingen overeenkomstig artikel 15, 1°, van het decreet.
- Elk lid verstrekt elk gegeven dat nuttig is om de doelstellingen te halen waarop het overleg betrekking heeft.

Art. 27. De coördinator organiseert minstens één overlegvergadering per jaar tussen de verschillende leden van het netwerk.

Hij kan ook plaatselijke overlegvergaderingen tussen de leden organiseren naar gelang van de ondersectoren die het netwerk binnen het gebied vastlegt.

De leden worden minstens tien werkdagen vóór de datum van de vergadering schriftelijk opgeroepen door de coördinator.

De notulen van elke vergadering worden door de coördinator opgesteld en aan elk lid gericht; ze worden op de volgende vergadering goedgekeurd.

De documenten betreffende de oproepingen en de verslagen worden ter inzage gelegd van de administratie.

Art. 28. Het netwerk bepaalt de modaliteiten voor de organisatie van de klinische intervisies en, met name, de categorieën van personen die eraan mogen deelnemen.

De deelnemers zijn gehouden tot het beroepsgeheim.

De coördinator zorgt voor de praktische organisatie van de intervisievergaderingen en woont ze desnoods bij.

Er wordt een verslag van elke vergadering opgesteld en ter inzage van de deelnemers gelegd. Alleen zij kunnen het inkijken.

HOOFDSTUK X. — *Subsidiëring*

Art. 29. De subsidiëring bedoeld in artikel 16, § 1, van het decreet bestaat per gebied uit :

- 1° een bedrag van 25.000 EUR ter dekking van de coördinatiekosten;
- 2° een als hieronder berekend bedrag ter dekking van de loon- en werkingskosten i.v.m. de andere activiteiten van het netwerk en de leden ervan, overeenkomstig het vijfjarenplan :
 - a) elk gebied heeft hoe dan ook recht op een forfaitaire subsidie per inwoner, waarvan het bedrag jaarlijks door de Regering wordt bepaald op grond van een verslag van de Commissie;
 - b) elke dienst die lid is van het netwerk heeft hoe dan ook recht op de subsidie die het Waalse Gewest hem in 2004 heeft toegekend, overeenkomstig bijlage 3.

Als de subsidie bedoeld in punt 2°, a, hoger is dan het totaalbedrag van de subsidies bedoeld in punt 2, b, beslist het sturingscomité over de toekenning van het overschot. Deze verdeelsleutel wordt door de raad van bestuur goedgekeurd als het netwerk opgericht is in de vorm van een vereniging zoals bedoeld in hoofdstuk XII van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk. Het overschot wordt bij voorkeur gebruikt voor het behoud van de activiteiten uitgevoerd door het netwerk en de leden; het kan vervolgens gebruikt worden voor nieuwe activiteiten en/of, in voorkomend geval, voor kosten in verband met de coördinatie van het netwerk.

Art. 30. § 1. De subsidieperiode loopt jaarlijks van 1 januari tot 31 december.

De modaliteiten voor de verdeling van de in artikel 29 bedoelde subsidie worden vóór 31 januari van de subsidieperiode door het sturingscomité aan de administratie overgemaakt.

85 % van de subsidie wordt jaarlijks uiterlijk op 1 maart gestort.

Het saldo wordt vóór 1 juni van het volgende jaar gestort, na controle op het gebruik van de subsidie.

De bedragen die aan de leden van het netwerk toegekend worden, worden hen rechtstreeks overgemaakt.

Art. 31. De subsidies bedoeld in artikel 29 vallen onder de toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

HOOFDSTUK XI. — *Werking van de adviescommissie inzake verslavingen*

Art. 32. Binnen de Commissie wordt een bureau opgericht dat zal instaan voor de organisatie en de coördinatie van de werkzaamheden.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de Commissie voor, stelt de agenda op en zorgt voor de kennisgeving van de door de Commissie aangenomen voorstellen of adviezen.

Het bureau bestaat uit de voorzitter, de twee ondervoorzitters en twee leden gekozen door de Commissie.

Art. 33. De Commissie brengt slechts geldig advies uit als minstens de helft van de leden aanwezig is.

Als dat quorum niet gehaald wordt, worden de leden uiterlijk binnen de vijftien volgende dagen opnieuw opgeroepen. Als het quorum tijdens die zitting weer niet gehaald wordt, zetelt de Commissie op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden. De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 34. Bij verhindering van de voorzitter wordt het voorzitterschap van de zittingen om beurt door de ondervoorzitters waargenomen.

Art. 35. Het lid van de Commissie dat een rechtstreeks belang heeft bij een aan de Commissie overgelegd verzoek om advies mag niet deelnemen aan het debat of aan de stemming over het advies betreffende het verzoek.

Bij betwisting van het bestaan van een rechtstreeks belang uit hoofde van een lid (of verschillende leden), beslist de Commissie in aanwezigheid van het lid (de leden).

Art. 36. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 37. Deelname aan de zittingen van de Commissie en van het bureau, als het op een andere datum vergadert dan de plenaire vergadering, geeft recht op presentiegeld waarvan het bedrag bepaald wordt als volgt :

1° voorzitter : 20;

2° ondervoorzitters : 15;

3° leden : 12,50.

Art. 38. Voor de bureau- en commissiezittingen die niet op dezelfde dag plaatsvinden, krijgen de commissieleden na overlegging van een verklaring van vordering hun verplaatsingskosten terugbetaald onder de volgende voorwaarden :

1° het gebruik van het openbaar vervoer geeft recht op terugbetaling op grond van de officiële tarieven, na overlegging van de desbetreffende bewijsstukken. Als het openbaar vervoer verschillende klassen telt, wordt de prijs eerste klas terugbetaald;

2° het gebruik van een eigen voertuig of fiets geeft recht op een kilometervergoeding die vastgelegd wordt overeenkomstig de regels van toepassing op de ambtenaren van het Waalse Gewest, met uitzondering van de risicodekking i.v.m. het gebruik van een eigen voertuig.

Het Waalse Gewest komt niet op voor de dekking van de risico's i.v.m. het gebruik van een eigen voertuig.

HOOFDSTUK XII. — *Activiteitenrapporten*

Art. 39. De activiteitenrapporten bedoeld in artikel 18 van het decreet zijn conform de modellen die in bijlage gaan.

HOOFDSTUK XIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 40. Het decreet treedt in werking de dag waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 41. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 42. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 1 — *Zorgverleningsgebieden inzake verslavingen*

Gebied 01 Mouscron (Moeskroen)-Tournai (Doornik)-Ath (Aat)

Antoing, Ath (Aat), Belœil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton (Komen-Waasten), Ellezelles (Elzele), Estaimpuis, Flobecq (Vloesberg), Fransnes-lez-Anvaing, Lessines (Lessen), Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron (Moeskroen), Pecq, Peruwelz, Rumes, Silly (Opzullik), Tournai (Doornik).

Gebied 02 La Louvière

Binche, Braine-le-Comte ('s-Gravenbrakel), Chapelle-lez-Herlaimont, Ecaussinnes, Enghien (Edingen), Erquelines, Estinnes, La Louvière, Le Rœulx, Manage, Merbes-le-Château, Morlanwelz, Seneffe, Soignies (Zinnik).

Gebied 03 Brabant

Beauvechain (Bevekom), Braine-l'Alleud (Eigenbrakel), Braine-le-Château (Kasteelbrakel), Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Genappe (Genepiën), Grez-Doiceau (Graven), Hélécine, Incourt, Ittre (Itter), Jodoigne (Geldenaken), La Hulpe (Terhulpen), Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles (Nijvel), Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez (Perwijs), Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize (Tubek), Villers-la-Ville, Walhain, Waterloo, Wavre (Waver).

Gebied 04 Huy (Hoei)-Waremme (Borgworm)

Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut (Hannuit), Héron, Huy (Hoei), Lincenx, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye (Oerle), Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme (Borgworm), Wasseiges.

Gebied 05 Liège (Luik)

Ans, Awans, Aywaille, Bassenge (Bitsingen), Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grace-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège (Luik), Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé (Wezet).

Gebied 06 Verviers

Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg (Limburg), Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes (Weismes), Welkenraedt.

Gebied 07 Mons (Bergen)

Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise (Jurbeke), Lens, Mons (Bergen), Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain.

Gebied 08 Charleroi

Aiseau-Presles, Anderlues, Charleroi, Châtelet, Courcelles, Farcennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Gerpinnes, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Les-Bons-Villiers, Lobbes, Montignies-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Thuin, Walcourt.

Gebied 09 Namur (Namen)

Andenne, Assesse, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gembloux, Gesves, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur (Namen), Ohey, Profondeville, Sambreville, Sombreffe.

Gebied 10 Dinant

Anhée, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Gedinne, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Onhaye, Rochefort, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

Gebied 11 Philippeville

Beaumont, Cerfontaine, Chimay, Couvin, Doische, Froidchapelle, Momignies, Philippeville, Sivry-Rance, Viroinval.

Gebied 12 Luxembourg (Luxemburg)

Arlon (Aarlen), Attert, Aubange, Bastogne (Bastenaken), Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Etalle, Erezée, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Meix-devant-Virton, Messancy, Musson, Nassogne, Neufchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Sainte-Ode, Saint-Hubert, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 2. — Model voor de bekendmaking van het bericht bedoeld in artikel 5, § 2, derde lid

Een hulp- en zorgverleningsnetwerk inzake verslavingen heeft op een aanvraag om erkenning ingediend bij het Waalse Gewest overeenkomstig het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen (*Belgisch Staatsblad* 31 december 2003).

Dit netwerk bestrijkt het gebied :

Elke persoon die niet betrokken is bij de aanvraag en die lid wenst te zijn, kan zijn aanvraag om toetreding tot dit netwerk binnen de maand van de bekendmaking van dit bericht indienen, samen met de volgende gegevens :

1° indien het gaat om een natuurlijke persoon, zijn statuten en de personalia van de persoon die hij aanwijst om hem te vertegenwoordigen; indien het gaat om een rechtspersoon, zijn personalia;

2° de omschrijving van de functies of taken die hij ten gunste van de rechthebbenden uitoefent;

3° het bewijs dat hij voldoet aan de bepalingen van artikel 7, 3°, a en b, van het decreet.

Als de in het eerste lid bedoelde persoon een dienst is die erkend wenst te worden als dienst gespecialiseerd in verslavingen, richt hij samen met de toetredingsaanvraag een aanvraag om erkenning aan de administratie, overeenkomstig artikel 10 van bovenbedoeld decreet.

De aanvraag wordt gericht aan het netwerk, op volgend het adres :

.....
.....

Een afschrift wordt gericht aan de administratie, waar elke bijkomende informatie kan verkregen worden, op volgend adres :

Ministère de la Région wallonne - Direction générale de l'Action sociale - Direction du Contrôle et de l'Inspection - Agréments - avenue Bovesse 100 - 5100 Jambes - tel. 081-32 72 11.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 3. — Lijst van de facultatieve subsidies voorzien in 2004 voor de in verslavingen gespecialiseerde diensten die inzake sociale actie en gezondheid door het Waalse Gewest gefinancierd worden

Gebied 1 : Tournai (Doornik) : 165.000

- Citadelle : 100.000

- CAAT Péruwelz : 48.000

- Ville Lessines (Stad Lessen) : 7.000

Gebied 2 : Centre : 80.820

- Ellipse Carnières : 56.200

- Symbiose : 24.620

Gebied 3 : 41.960

- Plate-forme Santé mentale Brabant wallon (Platform geestelijke gezondheid Waals-Brabant) : 37.000
- Pélican : 4.960

Gebied 4 : Huy/Waremme (Hoei/Borgworm) : 0

Gebied 5 : Liège (Luik) : 251.820

- Flytox : 106.000
- C.P.A.S. Grâce Hollogne : 25.600
- Praxis : 13.000
- Revers : 91.920
- Nadja : 15.320

Gebied 6 : Verviers : 0

Gebied 7 : Mons (Bergen) : 136.000

- Concertation assuétudes (Overleg verslavingen) : 60.000
- Aria : 76.000

Gebied 8 : Charleroi : 53.295

- Espérance : 4.600
- Comptoir : 25.500
- Unisson : 32.000
- Trempline : 12.395

Gebied 9 : Namur (Namen) : 139.000

- Sésame : 75.000
- Zéphyr : 64.000

Gebied 10 : Dinant : 31.000

- Destination : 31.000

Gebied 11 : Philippeville : 42.160

- Le répit : 42.160

Gebied 12 : Luxembourg (Luxemburg) : 56.200

- Acto Lux : 51.000
 - Point Jeunes Luxembourg : 5.200
- Totaal : 997.255 euro

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 4 — Model van de activiteitenrapporten

A. Kwalitatief rapport

I. Voor het hulp- en zorgverleningsnetwerk en de dienst gespecialiseerd in verslavingen :

1. identificatie van het netwerk/de dienst gespecialiseerd in verslavingen;
2. eventuele wijziging(en) in de statutaire samenstelling sinds de erkenning of het laatste activiteitenrapport;
3. andere te vermelden administratieve wijzigingen;
4. periode waarop het rapport betrekking heeft.

II. Voor elk van de volgende punten betreffende het netwerk en de dienst is het geboden :

- de tegengekomen problemen te identificeren;
- de doelstellingen te bepalen t.o.v. die problemen;
- de behandelde problemen te analyseren;
- de toegepaste methoden te omschrijven naar gelang van de problemen en doelstellingen;
- de efficiëntie en de impact van deze methoden te evalueren.

III. Voor het netwerk moet een evaluatie van de toepassing van het vijfjarenprogramma gemaakt worden voor de volgende punten :

1. de nieuwe behoeften aan hulp- en zorgverlening inzake verslavingen of de wijzigingen in de analyse ervan binnen het bestreken zorgverleningsgebied, al naar gelang hun evolutie sinds de erkenning;
2. de ontwikkeling van het aanbod in het gebied wat betreft de verdeling en de complementariteit van de taken, de planning ervan en de methodologieën;

3. de structurering van de verschillende functies :
 - 3.1. de functie onthaal en informatie;
 - 3.2. de functie begeleiding;
 - 3.3. de functie zorgverlening;
 - 3.4. de functie risicovermindering;
4. de organisatie van de functie vorming;
5. de organisatie van de klinische intervisies;
6. de relaties met de overlegplatformen inzake geestelijke gezondheidszorg;
7. de eventuele samenwerkingen met de diensten buiten het gebied;
8. de coördinator.

Het rapport van het netwerk eindigt met de opmerkingen en de toekomstperspectieven.

IV. Voor de dienst gespecialiseerd in verslavingen wordt een evaluatie gemaakt van de toepassing van het vijfjarenprogramma voor de volgende punten :

1. de ontwikkeling van het aanbod in het gebied (publiek (en), operationele doelstelling(en), middel(en), planning, methodologie (methodologieën));
2. de wijzigingen eventueel aangebracht in de bestaande functies;
3. de bijkomende functies die eventueel ontwikkeld worden;
4. de samenwerkingen buiten de dienst.

Het rapport van de dienst eindigt met de opmerkingen en de toekomstperspectieven.

Elke dienst laat het activiteitenrapport vergezeld gaan van

een aantal anonieme voorbeelden van tegengekomen toestanden en van tussenkomsten.

B. Kwantitatief rapport

I. Wat betreft het hulp- en zorgverleningsnetwerk en de dienst gespecialiseerd in verslavingen :

1. identificatie van het netwerk/de dienst gespecialiseerd in verslavingen;
2. periode waarop het rapport betrekking heeft.

II. Wat het netwerk betreft, dient desgevallend naast de samenvattende tabellen met de door de gespecialiseerde diensten verstrekte gegevens volgens hetzelfde schema melding gemaakt te worden van de door het netwerk uitgevoerde activiteiten, alsook van de volgende gegevens :

1. aantal georganiseerde opleidingen, al naar gelang het (de) bedoelde publiek(en);
2. aantal opleidingen gevolgd door de werknemers en identificatie van elke opleiding;
3. aantal klinische intervisies;
4. samenvattende tabel per functie vertegenwoordigd binnen het netwerk, met vermelding van het aantal tussenkomsten per categorie (onthaal en informatie, begeleiding, zorgverlening, risicovermindering, vorming, intervisie);
5. samenvattende tabel per functie vertegenwoordigd binnen het netwerk, met vermelding van het aantal tussenkomsten per categorie (onthaal en informatie, begeleiding, zorgverlening, risicovermindering, vorming, intervisie);
6. samenvattende tabel van het aantal personen die gevolgd worden voor één of meerdere verslavingen, ingedeeld per geslacht en leeftijd (onthaal en informatie, begeleiding, zorgverlening, risicovermindering);
7. samenvattende tabel : aantal overlegvergaderingen;
8. samenvattende tabel : voornaamste producten gebruikt door de adviseurs, met vermelding van het percentage volgens de reeds bepaalde leeftijden en volgens het geslacht.

III. Wat de dienst betreft :

1. aantal activiteiten uitgevoerd tijdens het boekjaar, al naar gelang de functies;
2. aantal personen gevolgd voor één of meer verslavingen tijdens de periode (of raming ervan voor de functie risicovermindering), ingedeeld per geslacht en volgens de leeftijdstranches 0-10, 11-20, 21-30, enz.;
3. indeling per geslacht en per soort verslaving(en);
4. aantal (of raming ervan voor de functie risicovermindering) personen die niet opgenomen zijn in punt 1 per categorie : samenwonende, kinderen, omgeving in het algemeen, professionelen, andere (nader te bepalen);
5. voornaamste producten gebruikt door de adviseurs met vermelding van het percentage, volgens de reeds bepaalde leeftijdstranches en volgens het geslacht, met inbegrip van de multiverslavingen;
6. aantal georganiseerde opleidingen, al naar gelang het (de) bedoelde publiek(en);
7. aantal opleidingen gevolgd door de werknemers en identificatie van elke opleiding;
8. aantal klinische intervisies en deelname van de werknemers.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE